Conférence de presse du 13 mai 2014

Intervention de Bruno Cavagné, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics

Pour démarrer, je souhaiterais revenir sur les chiffres clés des Travaux Publics :

- 8 000 entreprises : des entreprises de toute taille dont 90% ont moins de 50 salariés, présentes au cœur des territoires.
- 280 000 emplois dans nos entreprises. C'est de l'emploi local. Auxquels s'ajoutent les salariés de la filière, soit plus de 100 000 emplois. Quand on investit 1 million d'euros dans les TP, on génère 10 emplois.
- 41 MD€ de chiffre d'affaires en France : c'est à la fois le chantier de la LGV Tours Bordeaux à 7 MD€ mais aussi une multitude de petits chantiers. Le chantier moyen de TP c'est 100 000 €.
- 25 MD€ de chiffre d'affaires sur les marchés extérieurs : nos entreprises sont leaders à l'exportation. Nos majors mais aussi des PME. Chaque année nous réalisons sur les marchés extérieurs, l'équivalent de la production de 83 AIRBUS A 380.
- 70% de commande publique : Travaux Publics = commande publique. L'équation est très simple, nous transformons de la dépense publique en emplois et en facteur de compétitivité pour le reste de l'économie. Mais à l'inverse, si l'Etat, si les collectivités locales renoncent à investir, notre marché disparaît.

Venons-en à la conjoncture 2014.

2014 sera la plus basse année pour les Travaux Publics depuis 1998, 21% en dessous du point haut de 2007 en euros constants

Nous confirmons notre anticipation pour 2014 d'une baisse du chiffre d'affaires Travaux Publics de - 4%.

Après le léger rebond au 4ème trimestre 2013, l'activité est à nouveau au ralentie en ce début d'année. Certes, si on fait une comparaison avec le début 2013, les bonnes conditions

météorologiques ont permis de soutenir les travaux mais l'activité est restée globalement assez faible.

Les marchés conclus sont en diminution de -8,7% en rythme annuel. Ce recul devrait se poursuivre dans les prochains mois alors que se mettent en place les nouvelles équipes municipales. Cette baisse de la commande publique se retrouve également dans notre suivi des lots TP dans les appels d'offres qui est passé au rouge dans la plupart des régions.

L'enquête d'opinion vient également confirmer ce décrochage de la commande : en avril 2014, les réponses des entrepreneurs du secteur font état d'une dégradation forte de leurs carnets de commande : le solde d'opinions correspondant aux carnets de commandes est plus de 23 points inférieur à sa moyenne de longue période.

Il y a 3 grandes explications à ce pessimisme ambiant des entrepreneurs du secteur.

1. Le budget de l'AFITF est en forte baisse

- En crédits de paiements, le budget de l'AFITF est en forte diminution depuis la suspension de l'écotaxe. Le budget prévu en 2013 n'a pas été réalisé et celui annoncé pour 2014 est encore en baisse : le budget primitif 2014 est inférieur de près de 20% à celui de 2013.
- Et encore, nous n'entrons pas là dans le détail des autorisations d'engagement qui ont été quasiment réduite à néant en 2014 avec les conséquences que l'on connait sur le financement de la prochaine génération de contrats de plan Etat-régions ou du 3ème appel à projet de transports collectifs…
- Ce budget de l'AFITF est catastrophique. M. Pancher, député de la Meuse a même récemment déclaré qu'il ne restait plus que 80 millions d'euros dans les caisses de l'Agence et que celle-ci vivait sur des avances de trésorerie (de RFF !).

2. L'investissement des collectivités locales est en panne

- Les études récentes des analystes de Standard&Poors et de la Banque Postale convergent vers une diminution de l'investissement local de l'ordre de -6% en 2014.
- Cette panne de l'investissement local est d'autant plus inquiétante que nous ne voyons pas de signaux d'améliorations à l'issue de cette année électorale, nous y reviendrons.

3. Pas de soutien à attendre de l'investissement privé

- Enfin, peu d'espoir du côté du privé comme en témoigne le graphique d'évolution du nombre de logements neufs mis en chantiers et des autorisations de construire. Il n'y aura donc pas d'effet d'entrainement à rechercher de ce côté-là, la FFB ayant annoncé une évolution proche de zéro pour l'année en cours.

4. Emploi : les perspectives s'assombrissent encore

- L'enquête d'opinion FNTP du mois d'avril traduit ces mauvaises perspectives dans les entreprises de TP : les entrepreneurs sont nettement plus nombreux qu'aux trimestres précédents à anticiper une réduction de leurs effectifs. Le solde d'opinion retombe même à son plus bas niveau historique de 1997.
- Evidemment, il n'y a pas d'annonces de grands plans sociaux comme dans d'autres secteurs. C'est plus diffus sur tout le territoire et ce sont également des non remplacements de départs qui conduisent à cette baisse mais pourtant aujourd'hui les faits et les chiffres sont là : 22 500 emplois ouvriers permanents ont été perdus entre 2007 et fin 2013. Depuis le début 2013, nous estimons que nous avons perdu plus de 7000 emplois ouvriers et nous maintenons notre anticipation de -12 000 emplois de notre dernière conférence de presse, pour 2014.

La baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales pourrait entraîner les Travaux Publics dans un scénario noir dans les trois prochaines années

Après les annonces du Premier Ministre, il est désormais certain que les collectivités locales seront fortement sollicitées pour participer à l'effort de redressement des finances publiques. La baisse des dotations sera amplifiée et se poursuivra jusqu'en 2017, où elles seront inférieures de 10,5 Md€ à leur niveau de 2013. Elles devraient en effet baisser d'environ 3 Md€ chaque année entre 2015 et 2017.

La Banque Postale a construit trois scénarios pour tenter de prévoir l'évolution de l'investissement local sur la période 2015-2017 :

- Le scénario « de base » conduirait à une baisse de 21% des dépenses d'investissement en 2017 par rapport à 2014.
- Un scénario moins pessimiste, dans lequel les dépenses de fonctionnement sont mieux maitrisées, aboutit à des dépenses d'investissement en baisse de -8%.

- Enfin un dernier scénario « noir » faisant évoluer les recettes courantes de +2% an au lieu de +3% a été simulé. Dans celui-ci, les dépenses d'investissement des collectivités locales plongent de -34%.

En partant de l'hypothèse que l'ampleur de la baisse des investissements liés aux Travaux Publics sera équivalente à celle de l'investissement global, il en résulterait un plongeon potentiel du chiffre d'affaires des TP liés aux collectivités et de fortes destructions d'emplois.

Le scénario de base appliqué à l'évolution du chiffre d'affaire TP entraînerait un recul de celui-ci de 3,8 Md€ et provoquerait la destruction de 37 000 emplois. Les emplois perdus seraient de 58 600 en cas de scénario noir.

Ces pertes d'emploi impacteront en outre durablement la compétitivité de notre secteur en se traduisant par une perte de compétences dans certains domaines qui faisaient jusqu'à présent la force de nos entreprises sur le marché national et à l'export.

Nos entreprises sont bien conscientes des contraintes qui pèsent sur les budgets publics. Cependant, c'est aussi notre rôle de rappeler l'effet multiplicateur de l'investissement en infrastructures et d'alerter sur les conséquences que peut entraîner une dégradation des réseaux. Nous ne voulons pas que l'investissement devienne, une fois encore, la variable d'ajustement des budgets. A chaque fois, cela se fait au détriment de la compétitivité et de l'emploi dans nos territoires.

Cependant, si les collectivités font le choix de réduire les investissements, nos entreprises devront s'y adapter mais cela n'ira pas sans conséquences sociales. Par ailleurs, collectivement, la réduction des dépenses en infrastructures est un mauvais calcul : reporter ou annuler l'investissement en faveur de notre patrimoine en routes, ponts, réseaux d'eau et d'électricité fera porter un poids encore plus lourd sur la dépense publique... à venir !

Les attentes des professionnels des Travaux Publics : cohérence, clarté, engagement

Jeudi 15 mai, notre ministre de tutelle, Madame Ségolène Royal viendra s'exprimer devant les entrepreneurs de Travaux Publics. A cette occasion, je souhaite lui faire part de mes convictions et de mes attentes.

1. Nous sommes en ''état d'urgence'' avec un constat doublement préoccupant:

- la situation du secteur des Travaux Publics avec une véritable hypothèque sur l'avenir de nos entreprises, je viens d'en parler.
- la situation de nos infrastructures : il est grand temps de sortir des ''idées toutes faites''. Les infrastructures françaises ne sont pas les plus modernes du monde et nous perdons régulièrement en compétitivité. Prenons l'exemple d'un des derniers rapports du Forum Economique Mondial. La France était première en 2012 pour la qualité de ses infrastructures de transport, elle est 4è aujourd'hui. Et elle est passée de la 11ème à la 15ème place pour la qualité des services de transport.

2. La profession des TP ne vit pas dans une bulle. Nous connaissons la situation de l'économie française et l'état préoccupant de nos finances publiques. Ce n'est pas la lune que nous demandons. Ce que nous attendons, c'est de la cohérence et de la visibilité. Il ne peut pas y avoir de parole crédible de l'Etat sans engagements clairs assortis d'un mode d'emploi financier :

- Il faut sortir de la logique des effets d'annonce jamais suivis d'effets qui désespèrent nos entreprises, au bénéfice d'une véritable programmation accompagnée d'un calendrier précis sur le court et le long terme. Ce qui suppose de faire des choix et de s'y tenir,… enfin.
- La responsabilité de l'Etat, c'est de mobiliser des financements à la hauteur des ambitions qu'il se donne, en arbitrant entre les différentes ressources possibles (dotations budgétaires, fiscalité affectée, péage,...). Le sort qui sera réservé à l'AFITF, est un marqueur pour nous. Nous n'avons pas de religion sur l'écotaxe. Reste à trouver très vite une solution pérenne de substitution pour un rendement équivalent à celui qui était prévu (800 M€/an).

3. l'Etat doit être à la fois plus courageux et plus visionnaire:

- Plus courageux, en se donnant les moyens de préserver les dépenses d'investissement qui sont devenues, depuis quelques années, la variable d'ajustement de nos politiques publiques. Il est plus que temps de s'attaquer aux dépenses de fonctionnement si l'on veut être capable de retrouver des marges de manœuvre pour investir dans nos infrastructures (éviter cette situation qui fait que la mauvaise dépense chasse la bonne) Nous accumulons en réalité beaucoup de retard (fluidification du trafic routier, équipement ferroviaire, prévention des risques naturels...) et les dépenses consacrées à

l'entretien de nos infrastructures et de nos réseaux sont ''indignes'' d'un pays comme la France.

- Plus visionnaire en faisant de l'investissement dans les infrastructures un levier de compétitivité et d'attractivité pour l'ensemble de l'économie française. Les TP, ce sont les ponts et les routes. Mais pas seulement, ce sont aussi les infrastructures intelligentes, les réseaux numériques, les nouvelles mobilités, la ''ville de demain'', les économies de ressources (eau, énergie...)....
- Dans ce domaine, tout est d'abord et avant tout affaire de volonté politique et certains grands pays en administrent la preuve autour de nous : les États Unis, le Canada, l'Allemagne...

4. Notre profession souhaite associer l'Etat à l'accord dans sa négociation avec les syndicats de salariés sur le pacte de responsabilité. En effet, compte tenu des spécificités de notre secteur dépendant à 70 % de la commande publique, nous avons besoin d'avoir une visibilité sur les engagements de l'Etat en matière d'infrastructures et d'investissements. C'est pourquoi nous demandons pour les Travaux Publics, une concertation tripartite avec les représentants des organisations patronales, des organisations de salariés et des représentants de l'Etat. C'est la seule voie possible pour ouvrir des discussions et fixer des objectifs en termes d'emplois.

Nous vous donnons rendez-vous le 15 mai à la Halle Freyssinet pour le Forum des Travaux Publics que Mme Ségolène Royal viendra visiter et conclure.